



RÉSUMÉ

IMPACT DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE SUR L'EMPLOI

ÉTAT DES LIEUX & PROPOSITIONS



À partir du constat que l'évolution des manières de produire et de consommer redéfinit la carte de l'emploi, Terralim et RESOLIS proposent dans cette étude de démontrer et apprécier autant que possible l'impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi.

Une étude réalisée par



JANV. 2018 / DÉC. 2018

LA MÉTHODE

Les travaux se sont appuyés sur 4 démarches parallèles.



une revue bibliographique de la production française, et partiellement internationale, sur les relations entre emploi et pratiques de transition agricole et alimentaire



une cartographie originale de l'état de la transition agricole et alimentaire en France, réalisée avec l'Université de Caen



40 entretiens approfondis auprès de porteurs de projets ayant développé une activité génératrice d'emploi relevant de la transition



des exploitations originales de bases de données existantes ou d'enquêtes complémentaires, menées en partenariat : base RESOLIS (350 entrées), porteurs de projets des CIVAM d'Ille-et-Vilaine (un millier d'entrées), bénéficiaires d'un prêt de la NEF (50 entrées), FNAB (33 entrées)

Nous avons établi un cadre d'analyse des effets sur l'emploi des « projets de transition », reposant sur quatre types : les effets techniques, les effets d'échelle, les effets d'innovation et les effets de structure sectorielle des productions agricoles à l'échelle d'un territoire (diversification).

LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Avant d'aborder la question de l'emploi, notre étude postule qu'il est souhaitable de **délimiter ce que l'on entend par « transition agricole et alimentaire »**. Nous avons convenu que la réussite apparente du système alimentaire contemporain s'expliquait par sa mondialisation et par son agro-industrialisation. Mais, depuis la fin des trente glorieuses, de nombreux problèmes de caractère social, environnemental, sanitaire, culturel et économique sont apparus. Ils ont d'abord été jugés négligeables, mais les décennies passant, ces problèmes sont maintenant jugés si importants que la nécessité d'une transition vers de nouveaux systèmes alimentaires se discute, voire s'impose, dans les débats public, scientifique,

politique. **Pour sortir de sa crise, notre système alimentaire va devoir changer de boussole et pointer deux nouvelles destinations : d'une part, une reterritorialisation du système alimentaire, d'autre part, une révolution agro-écologique.** De fait, les initiatives qui nous paraissent ouvrir des voies nouvelles, ont pris des chemins correspondant à ces deux destinations.



L'EMPLOI DANS LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Nos travaux bibliographiques, croisés avec ceux de chercheurs de l'INRA, ont confirmé la faiblesse de l'information scientifiquement éprouvée sur le sujet. Mais, de façon éparse, ils confirment le poids croissant de pratiques relevant de la transition.

La cartographie réalisée avec l'Université de Caen apporte pour la première fois en France un éclairage à l'échelle macro des liens entre emploi et transition dans le secteur agricole. En s'appuyant sur les données du recensement agricole de 2010, et les quantifications relatives à l'agriculture biologique et aux circuits courts, elle montre une corrélation positive à l'échelle

départementale entre l'intensité des pratiques de transition et l'intensité de l'emploi. Elle suggère par ailleurs que le « moteur » de la transition peut reposer selon les territoires plutôt sur les pratiques productives ou plutôt sur les pratiques commerciales. Ce faisant, elle confirme la pertinence de fonder les analyses sur des approches territoriales.

L'exploitation croisée des sources statistiques et des entretiens approfondis

met en évidence quelques caractéristiques importantes pour engager une action de développement territorial. Nous avons identifié deux processus entrepreneuriaux typiques : d'une part, majoritairement, **le développement prudent et contrôlé d'initiatives** par diversification progressive des activités et des profils d'emploi ; d'autre part **des processus de type start-up où une croissance rapide, y compris de l'emploi, est recherchée** pour occuper rapidement une position dominante.

Dans le premier cas, nous avons constaté la formation **d'unités économiques d'une dizaine d'emplois, qui ne cherchent pas à grossir afin de conserver une taille « humainement gouvernable », mais qui ont une forte propension à essaimer.** Dans le second, une taille critique d'une centaine d'emplois est recherchée « pour exister ». Cependant, beaucoup des acteurs des deux processus partagent des caractéristiques communes : volonté de lier engagement personnel et dynamique collective et territoriale, intention politique vis à vis de la transition, attention portée au facteur humain, compétences d'origine socio-économiques plus que techniques.

NOS PROPOSITIONS

De cette analyse nous avons tiré trois grandes propositions qui découlent logiquement des réflexions sur d'un côté le besoin de caractérisation de la transition agricole et alimentaire et de l'autre la corrélation entre la transition et la création d'emploi.

1 Définir la transition agricole et alimentaire

Tout d'abord, première grande question, il est nécessaire de pouvoir **reconnaître les acteurs et les actions de la transition agricole et alimentaire**, ne serait-ce que pour pouvoir décréter qu'ils ou elles agissent dans le cadre d'une priorité nationale et pour pouvoir dire qu'ils ou elles sont éligibles à des mesures de politiques publiques conçues pour servir cette priorité.

Ce chantier de définition a été largement ouvert. Il nous semble qu'il pourrait aboutir rapidement à trois avancées importantes :

- **Le passage de la caractérisation à la labellisation des acteurs et/ou des actions locales de transition agricole et alimentaire**
- **La détermination des données statistiques qui permettraient de reconnaître et de suivre l'évolution de la transition agricole et alimentaire ;**

- **La reconnaissance d'un système d'observation des acteurs et actions de transition à partir duquel pourrait se construire une pédagogie de la transition agricole et alimentaire** répondant à la grande diversité des contextes, des acteurs et dynamiques.

2 Organiser le monde de la TAA

Deuxième grande question, le ou les mondes de la transition agricole et alimentaire doivent s'organiser. Nous avons mis en avant deux familles d'acteurs qui peuvent donner corps, forme et force à cette dynamique : d'un côté, les acteurs des chaînes de production et de consommation des aliments, d'un autre côté, les autorités publiques.

Il nous semble possible et réaliste **d'engager un processus de construction de deux réseaux**, de favoriser l'émergence de deux comités et **d'appuyer la création d'une plate-forme d'information sur les**

outils et moyens de promouvoir à la fois la transition agricole et alimentaire et la création d'emplois.

La corrélation positive quasi-systématique entre transition agricole et alimentaire et création d'emplois, que nous avons constaté dans nos analyses, nous amène en fait à privilégier la transition agricole et alimentaire dans nos raisonnements, car, dans ce couple, c'est bien elle qui entraîne la création d'emplois (et non l'inverse). Néanmoins, la construction de cette organisation ne sera efficace et durable que si on veut bien mettre en débat les outils et les moyens de promouvoir à la fois la transition et la création d'emplois.

③ Accompagner les initiatives de TAA

Enfin, troisième grande question, il importe de se poser ensemble la question des outils qui viennent en appui aux acteurs de la transition.

L'accompagnement des initiatives est essentiel pour répondre aux spécificités des porteurs de projets. De tels dispositifs sont aussi une condition pour garantir la viabilité économique des initiatives. La question de l'accès au foncier est centrale puisque ce sont les installations agricoles qui sont en mesure de résoudre le manque structurel de produits issus de la transition agricole et alimentaire qui permettent le développement de l'emploi en aval. De nombreux dispositifs pertinents existent et il est surtout important de les aider à se développer pour

permettre une couverture géographique cohérente et veiller au développement de leurs compétences. Dans le domaine de l'appui financier, nous avons identifié des fonctions défaillantes, d'abord de la fonction de garantie mais aussi, du côté de l'investissement, des outils spécifiques permettant d'appuyer les initiatives issues de processus d'essaimage. Au-delà du traitement de ces défaillances, il nous paraît important d'envisager **la création d'un circuit de financement spécifique dédié aux seules actions de transition agricole et alimentaire**. Celui-ci devra proposer une solution d'intermédiation et d'analyse économique pour des projets recherchant quelques dizaines de milliers d'euros de financement. Il permettrait à la fois de coller aux besoins et aux profils de ces acteurs, mais aussi de donner de la visibilité au domaine de la transition agricole et alimentaire et de permettre à des citoyens-éparagnants de soutenir ces actions directement.

À l'image de la finance solidaire, il semble qu'une labellisation des acteurs et/ou des actions de transition agricole et alimentaire, associée à la création d'outils financiers spécifiques permettant d'orienter une épargne vers des investissements utiles à cette transition, pourraient à la fois servir la transition à des échelles très locales et contribuer à une prise de conscience que la transition agricole et alimentaire est l'affaire de tous.

Pour en savoir plus ?

Lire le rapport

Lire les annexes

Avec le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations,
du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
et de la Fondation Daniel & Nina Carasso



Merci pour leur collaboration

